

Tract inter-syndicats CGT SPIP des départements de la DISP de Rennes

L'INSERTION EN DEUIL DANS NOS ÉTABLISSEMENTS DU GRAND OUEST

Le 25 novembre 2025

Nous, représentants des syndicats CGT insertion probation de la DISP du Grand ouest, sommes effarés et en colère face au traitement médiatique et politique des derniers évènements survenus lors d'une permission de sortir au CP Rennes-Vezin!!

Nous nous sentons collectivement attaqués dans le fondement même de nos missions et nullement défendus par notre Garde des Sceaux et notre administration.

Les sanctions tombent : l'éviction d'un chef d'établissement, remise en cause des différents professionnels accompagnants la permission de sortir...

Faut il le rappeler, seule la personne détenue ayant fait le choix de s'évader est responsable.

Ainsi nous apportons tous notre soutien à l'ensemble des personnels injustement remis en cause.

Au-delà de ces sanctions, plus que jamais **ce sont nos missions d'insertion qui sont en périls!** Par un événement isolé c'est tout le champ de l'insertion qui est remis en cause.

Avant-hier on nous interdisait de mettre en place des activités ludiques en détention.

Hier on nous interdisait de travailler toute démarche d'insertion auprès des personnes détenues étrangères.

Aujourd'hui on nous interdit de mettre en œuvre des permissions de sortir.

Que va-t-il nous arriver demain?

Les orientations actuelles parlent d'une administration à deux jambes. Mais que faire quand la seconde jambe déjà estropiée se voit amputée?

Et pourtant chaque jour <u>les agents des SPIP continuent de travailler dans des conditions indécentes</u>, en milieu fermé comme en milieu ouvert. Les logiques s'inversent. **L'administration devrait nous donner les**

moyens de travailler ; il n'en est rien. Au lieu de cela on exige des résultats totalement décorrélés des réalités de terrain.

Nous n'avons pas des robots face à nous mais bien des êtres humains aux parcours complexes qui doivent être soutenus et accompagnés. La permission de sortir, tout comme l'aménagement de peine et d'autres activités proposables en détention sont autant de moments où l'on peut permettre à la personne de tenir une autre place et de se projeter vers sa réinsertion. L'échec fait partie du parcours et donc des risques qui doivent être pris.

Par les dernières directives prises c'est un sabotage en règle de toute perspective d'insertion qui est ordonné sous couvert une nouvelle fois de l'hyper-sécurité.

Nous ne resterons pas les bras ballants à regarder l'ensemble de notre champ d'intervention être détruit. Au-delà même du sens de notre travail ce sont les personnes détenues que vous enterrer dans leurs cellules surpeuplées sans vision d'avenir.

Nous, représentants de la CGT insertion probation du Grand-Ouest, appelons l'ensemble des Personnels a un grand sursaut et à une mobilisation massive afin de nous faire entendre.

Nos missions ont un sens et sont un apport pour l'ensemble de la société, nous n'accepterons pas leur destruction pour des raisons qui sentent l'électoralisme à plein nez.